

Sciences, confiance et démocratie

Dans un billet de blog récent, le généticien Axel Kahn s'interrogeait avec inquiétude : « *Qu'avons-nous manqué, nous les intellectuels, scientifiques et vulgarisateurs de la fin du XX^e siècle ?* » La raison de son interrogation : le climat de défiance envers la parole des scientifiques et le déferlement de fausses informations autour de la pandémie. De fait, celle-ci a fait apparaître avec une virulence jusqu'alors inconnue des phénomènes dont on pouvait percevoir de façon plus ou moins évidente la progression : alors que nombre d'enquêtes montrent une confiance forte dans la science et ses résultats, elles manifestent également un soupçon croissant envers l'objectivité des scientifiques, leur indépendance ou leur capacité à s'extraire de leurs intérêts particuliers. Le doute et le soupçon s'installent dès lors que ceux-ci sont convoqués comme experts dans des débats dont les enjeux sont politiques, sociaux ou économiques.

Cette situation n'a pas d'explication unique mais renvoie plutôt à un faisceau de facteurs qui se combinent. D'une certaine manière, ils illustrent les conséquences de ce qu'on appelle les « technosciences ».

Cela ne manque pas d'interroger au regard de la place de la science dans notre société et dans notre démocratie. En effet, s'il n'appartient pas aux scientifiques de décider à la place du débat démocratique, celui-ci nécessite non seulement un socle de valeurs partagées mais aussi la reconnaissance d'une réalité commune échappant aux préjugés et aux diverses visions du monde. Tel était l'objet de l'université d'automne de la LDH qui s'est tenue par visioconférence les 28 et 29 novembre 2020. Il s'agissait, en croisant des approches et en parcourant différentes problématiques, de réfléchir à cette situation et aux moyens à mettre en œuvre pour que les scientifiques puissent jouer tout leur rôle dans une société

démocratique, et que les citoyens puissent s'appuyer sur les résultats des sciences pour délibérer et faire des choix éclairés.

Le présent dossier vise à donner un écho à la richesse de ces journées. En préalable Michel Blay nous rappelle que tout n'est pas science de la même façon, soulignant qu'il « *existe, [...] sous la dénomination de "science", des régimes différents de certitude et de connaissance* ». Maryvonne Holzem analyse les facteurs qui expliquent la défiance envers les sciences, et, dénonçant l'imposition de logiques de rentabilité à la recherche, défend l'idée que la vérité scientifique doit faire partie des biens communs de l'humanité. Hervé Chneiweiss montre combien l'urgence, même dans la pandémie, ne doit pas faire oublier l'éthique et l'intégrité scientifique. La place des femmes dans la recherche fait également partie de la problématique, et c'est ce que traite Sandrine Rousseau, en analysant sous cet angle la loi de programmation de la recherche qui vient d'être votée. L'éducation et la formation constituent une autre dimension du sujet : l'article d'Olivier Sartenaer fait un focus sur les vulgarisateurs scientifiques qui interviennent dans les réseaux sociaux et qui se réclament de la zététique ; il montre à la fois l'intérêt et les limites de ces démarches. Enfin, Valentin Lange rend compte de la table ronde qui a clôturé la journée, traçant des pistes et formulant des principes pour mieux bâtir du commun autour et à partir de la science. ●

Gérard Aschieri,
rédacteur en chef d'*H&L*



AU SOMMAIRE

- **Tout n'est pas « science » de la même façon**
Michel Blay **41**
- **Vérités scientifiques et monde commun**
Maryvonne Holzem **44**
- **Éthique et intégrité scientifique à l'aune d'une pandémie**
Hervé Chneiweiss **47**
- **La LPR et les femmes : invisibles ?**
Sandrine Rousseau **50**
- **Les zététiciens : les vulgarisateurs 2.0 ?**
Olivier Sartenaer **53**
- **Construire du commun autour et à partir de la science**
Valentin Lange **55**